

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES  
PARTICULIÈRES  
(CCTP)  
MEAE\_25009\_CDSCS**

**Objet du marché**

**La constitution et gestion opérationnelle (acquisition, conditionnement, stockage, suivi, maintien en condition opérationnelle et mise à disposition, y compris en urgence) de kits sanitaires d'urgence composés de matériels et produits de santé pour le compte du Centre de crise et de soutien (CDSCS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE).**

Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères est dénommé ci-après : l'« Administration ».

L'entité titulaire du marché est désignée sous le terme : le « Titulaire ».

## SOMMAIRE

<b>Article 1.</b>	<b>Caractéristiques de l'accord-cadre .....</b>	<b>4</b>
1.1	Objet du marché.....	4
1.2	Lieu d'exécution de l'accord-cadre.....	4
1.3	L'Administration.....	4
<b>Article 2.</b>	<b>Description des prestations attendues .....</b>	<b>4</b>
2.1	Nature et étendue des prestations .....	4
2.1.1	Définition des prestations .....	4
2.1.1.1	Constitution des kits .....	5
2.1.1.2	Unités d'œuvre .....	5
2.1.2	Suivi et maintien en condition opérationnelle .....	6
2.1.2.1	Unités d'œuvre .....	6
2.1.3	Stockage et mobilisation sur le territoire national .....	7
2.1.3.1	Spécificités dues à la nature des kits.....	7
2.1.3.2	Spécificités dues aux procédures propres au CDCS .....	7
2.1.3.3	Unités d'œuvre .....	8
2.1.4	Compétences générales.....	8
2.1.4.1	Unités d'œuvre .....	10
<b>Article 3.</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION .....</b>	<b>10</b>
3.1	Délivrance des produits .....	10
3.2	Délais .....	10
3.3	Réversibilité .....	11
3.3.1	Transfert à l'expiration de l'accord-cadre .....	11
3.3.2	Récupération par le titulaire actuel.....	11
<b>Article 4.</b>	<b>DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>	<b>12</b>
4.1	Impact environnemental.....	12

## **PREAMBULE**

Le Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (CDCS) pilote la réponse humanitaire d'urgence de la France aux crises, catastrophes naturelles, conflits et épidémies à l'étranger et assure la protection des ressortissants français à l'étranger.

Dans le cadre de ses missions, le CDCS peut être amené à déployer du personnel, dont du personnel médical. Ce personnel doit avoir à sa disposition des kits sanitaires d'urgence afin de mener à bien ses missions.

## **ARTICLE 1. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE**

### **1.1 Objet du marché**

Le présent accord-cadre a pour objet la constitution et gestion opérationnelle (acquisition, conditionnement, stockage, suivi, maintien en condition opérationnelle et mise à disposition, y compris en urgence) de kits sanitaires d'urgence composés de matériels et produits de santé pour le compte du Centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE).

### **1.2 Lieu d'exécution de l'accord-cadre**

Les prestations sont exécutées en France métropolitaine, notamment sur les sites suivants :

- La valise diplomatique,
- Le Quai d'Orsay ;
- Les aéroports parisiens ;
- Les aéroports militaires.

### **1.3 L'Administration**

Le représentant de l'Administration est le Directeur du Centre de Crise et de Soutien (CDCS).

La gestion du marché est assurée par le CDCS du MEAE ou son représentant désigné.

Les obligations de l'Administration envers le Titulaire sont les suivantes :

- Désignation d'un personnel référent, interlocuteur privilégié de l'Administration au sein du CDCS ;

## **ARTICLE 2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES**

Les prestations du Titulaire sont réalisées sous la supervision de l'Administration.

### **2.1 Nature et étendue des prestations**

#### **2.1.1 Définition des prestations**

Le Titulaire du présent marché devra assurer en son nom propre la totalité des opérations de constitution (acquisition, préparation et conditionnement), de suivi, de maintien en condition opérationnelle, de stockage et de mise à disposition (mobilisation, livraison et démarche administrative) sur le territoire national de kits sanitaires d'urgence définis par le pôle santé du CDCS, comportant des médicaments, matériels et/ou des produits de santé.

#### **2.1.1.1 Constitution des kits**

A la demande du CDCS, le Titulaire devra assurer en son nom propre, l'organisation de la totalité des prestations requises au profit du CDCS et devra être en mesure pour tout ou partie des lots :

- de fournir et d'acquérir des matériels médicaux, produits de santé, matériels biomédicaux, y compris des médicaments et des contenants (sacs, malles...), nécessaires à la constitution de kits ;
- d'intégrer le cas échéant, des matériels disponibles dans les locaux et différents lieux de stockage du CDCS ;
- d'assembler et constituer des kits sanitaires d'urgence conformément aux listes préétablies par le CDCS ;
- d'assurer la mise en condition opérationnelle puis le maintien en condition opérationnel et le suivi de ces kits.

Le Titulaire devra être en mesure d'apporter une expertise technique pour l'acquisition, la préparation et le conditionnement des kits, tant sur les aspects pratiques et opérationnels que sur le choix des matériels et de ses composants.

#### **2.1.1.2 Unités d'œuvre**

Le Titulaire doit renseigner dans le devis l'unité d'œuvre applicable

- 2.1.1.2.1 Kit médecine générale (annexe 1) pour la prise en charge médicale de patients ;
- 2.1.1.2.2 Kit médical lourd (annexe 2) pour la prise en charge médicale initiale d'un patient grave ;
- 2.1.1.2.3 Kit médical léger (annexe 3) pour la prise en compte de l'escorte médicale d'un patient ou d'un groupe de patient ;
- 2.1.1.2.4 Kit médical renforcé (annexe 4) pour la prise en charge médicale prolongée d'un patient grave ;
- 2.1.1.2.5 Kit sanitaire biologique (annexe 5) pour la prise en compte du risque biologique et pour le diagnostic ;
- 2.1.1.2.6 Kit point de regroupement : kit premier secours et kit secourisme (kit emprise et kit individuel) (annexe 6) pour la sécurisation des points de regroupement et des emprises ;
- 2.1.1.2.7 Kit pédiatrique (annexe 7) pour la prise en charge d'un patient grave ;
- 2.1.1.2.8 Kit gynéco-obstétrique (annexe 8) ;
- 2.1.1.2.9 Kit escorte médicale (annexe 9) ;

#### 2.1.1.2.10 Kits de premiers secours pour ambassades (annexe 10).

Pour tous ces kits, le CDCS peut déjà, en partie, disposer de certains des matériels et ou produits de santé entrant dans la composition des dits kits.

Le titulaire devra être capable de proposer au CDCS un approvisionnement à l'unité des produits de santé ou matériels composants chacun de ces kits et en cas d'indisponibilité ou de mobilisation effective des kits sus décrits, de proposer des lots similaires ou équivalents.

### **2.1.2 Suivi et maintien en condition opérationnelle**

A la demande du CDCS, le Titulaire devra être en mesure :

- d'assurer le suivi pharmaceutique et la maintenance des différents kits ou lots (gestion des péremptions, renouvellement, retrait des médicaments) ;
- d'assurer l'entretien et le maintien en condition opérationnelle des kits et ou du matériel biomédical (mise en charge des appareils électriques, gestions des tests nécessaires, vérifications, matériovigilance, maintenance biomédicale, etc).

Ce suivi et maintien devra être réalisé en respectant les éventuelles conditions particulières de stockage des médicaments (températures, humidité, législation des produits de santé).

#### **2.1.2.1 Unités d'œuvre**

Le Titulaire doit renseigner dans les bordereaux de prix, l'unité d'œuvre applicable à l'établissement d'un devis :

- 2.1.2.1.1 Coût mensuel de maintien en condition opérationnelle d'un kit médecine générale ;
- 2.1.2.1.2 Coût mensuel de maintien en condition opérationnelle d'un kit médical lourd ;
- 2.1.2.1.3 Coût mensuel de maintien en condition opérationnelle d'un kit médical léger ;
- 2.1.2.1.4 Coût mensuel de maintien en condition opérationnelle d'un kit médical renforcé ;
- 2.1.2.1.5 Coût mensuel de maintien en condition opérationnelle d'un kit médical sanitaire et biologique ;
- 2.1.2.1.6 Coût mensuel de maintien en condition opérationnelle d'un kit point de regroupement : kit premier secours et kit secourisme (kit emprise et kit individuel) ;

- 2.1.2.1.7 Coût mensuel de maintien en condition opérationnelle d'un kit pédiatrique ;
- 2.1.2.1.8 Coût mensuel de maintien en condition opérationnelle d'un kit gynéco-obstétrique ;
- 2.1.2.1.9 Coût mensuel de maintien en condition opérationnelle d'un kit escorte médicale ;
- 2.1.2.1.10 Maintenance sur équipement spécifique : prestation sur devis ;

### **2.1.3 Stockage et mobilisation sur le territoire national**

#### **2.1.3.1 Spécificités dues à la nature des kits**

Le Titulaire du présent marché devra assurer le stockage, le maintien en condition opérationnelle durant le stockage (gestion des péremptions et des retraits nécessaire, matèriovigilance, aspects biomédicaux) et la manipulation des kits et de leur contenu en conformité avec la réglementation en vigueur (températures, législations des produits de santé...). Le Titulaire devra assurer la gestion des stocks et fournira un relevé mensuel au CDCS.

Le prestataire devra être en capacité de disposer d'un ou plusieurs lieux de stockage pour répondre aux missions du CDCS et stocker à cette fin les kits et matériels nécessaires.

Ces lieux de stockage devront autant que possible être situés en Ile De France, ou à défaut être à moins de cent kilomètres ou deux heures de Paris par voie routière. Ces lieux de stockage devront être accessibles 24h/ 7j.

Ces lieux de stockage devront être sécurisés au regard des normes en vigueur, et répondre pour la partie pharmaceutique à toute la réglementation française en vigueur, notamment en termes d'hygiène, mais aussi en termes de suivi, de traçabilité et de conservation des produits de santé. Un espace et des procédures dédiées devront être aménagés et disponibles pour les produits nécessitant un stockage au froid (selon la réglementation pharmaceutique), ou pour les stupéfiants (lieu sécurisé et fermé, avec accès restreint et tracé). Cet espace de stockage devra respecter les conditions de stockage habituels nécessaires (températures minimales et maximales, humidité, propreté, etc).

Ces lieux de stockage pourront associer des espaces communs et/ou des espaces dédiées/réservés pour le CDCS.

#### **2.1.3.2 Spécificités dues aux procédures propres au CDCS**

Le Titulaire devra être en mesure :

- de stocker les kits, matériels et produits de santé et leur contenu selon les normes françaises requises ;

- de stocker les kits au moyens logistiques dédiés (manutention) ;
- de suivre les kits au moyen d'outils de gestion dédiés ;
- de stocker les produits et matériels prévus dans le présent accord-cadre, mais également des matériels et produits acquis par le CDCS ;
- de stocker les kits dans un lieu sécurisé et accessible dans un délai maximal de deux heures par voie routière depuis Paris ;
- de mettre à disposition et de livrer, de manière programmée ou en urgence le cas échéant 24h/7j en Ile-de-France – et en moins de trois heures après la demande – tout ou partie des kits, les sites de livraison possibles étant la Mission de la valise diplomatique – 13 rue Louveau, 92438 Chatillon, un aéroport parisien (Orly, Roissy, Le Bourget, Villacoublay) ou les autres plateformes de stockage en Ile-de-France.

Pour ces prestations, le Titulaire devra être en mesure :

- de fournir les éléments et documents logistiques nécessaires (poids, dimensions par colis/palette ; composition, liste de colisage) au transporteur, aux services des douanes et à la Mission de la valise diplomatique à Chatillon ;
- de s'assurer de l'accessibilité des livreurs aux différents sites concernés (copie de la CNI du livreur et de la carte grise du véhicule de livraison) ;
- de respecter les instructions et la réglementation ainsi que les normes IATA (Association International du Transport Aérien) concernant le transport et l'exportation des produits de santé et matière dangereuses.

### **2.1.3.3 Unités d'œuvre**

Le Titulaire doit renseigner dans les bordereaux de prix, l'unité d'œuvre applicable à l'établissement d'un devis :

- 2.1.3.3.1 Coût mensuel par m3 dans un lieu de mise à disposition ;
- 2.1.3.3.2 Coût unitaire pour la prestation d'emballage ;
- 2.1.3.3.3 Coût unitaire pour un déstockage et livraison en Ile de France en heure ouvrée ;
- 2.1.3.3.4 Coût unitaire pour un déstockage et livraison en Ile de France hors heure ouvrée ;

### **2.1.4 Compétences générales**

Au regard des missions du CDCS et de la diversité des crises dans le domaine sanitaire, le Titulaire doit disposer d'une connaissance ou d'une expérience :

- des missions et des modes de fonctionnement des organismes d'Etat (démarches

administratives, contraintes, confidentialité, sécurité) ;

- dans le domaine de l'assistance médicale et/ou de la médecine d'urgence ;
- dans le domaine des évacuations sanitaires et/ou dans le domaine aéronautique à l'international (contraintes aéronautiques, fret et emballage, y compris réfrigéré et produits dangereux).

En raison du caractère unique de chaque crise, le Titulaire doit être capable :

- de proposer un catalogue de produits de santé dans le domaine de la médecine générale, de la médecine d'urgence, du secourisme et du risque nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC) ;
- de mettre à disposition des produits de santé soit en faible quantité (à l'unité) soit en quantité modérée (plusieurs boîtes ou éléments) ;
- de proposer un approvisionnement à l'unité des produits de santé ou matériels composant chacun des lots et, en cas d'indisponibilité ou de mobilisation effective des lots sus-décrits, de proposer des lots similaires ou équivalents ;
- de faire preuve de la réactivité et de la confidentialité nécessaires et disposer de toutes les mesures de sécurité interne telles que le requiert le cœur d'activité du CDCS ;
- de disposer d'un système de disponibilité et/ou de permanence compatible avec l'urgence, (disponibilité 24h/7j, délai de mise à disposition inférieur ou égal à trois heures et un délai d'accès au stock 24h/7j inférieur ou égal à deux heures à partir du moment de l'alerte), mise en œuvre comprise, tout en assurant la continuité de son activité (plan de continuité d'activité).

Le Titulaire s'engage à disposer durant toute la durée d'exécution du marché :

- de toutes les mesures de sécurité internes telles que le requiert le cœur d'activité du CDCS ;
- d'un personnel qualifié pour pouvoir assurer en toutes circonstances l'organisation, l'exécution, la vérification et le suivi des prestations définies par le présent marché ;
- de tous les moyens nécessaires (personnels, matériels y compris médicaux, transports, etc.) pour assurer les engagements du présent marché à tout moment de l'année et en toutes circonstances (plan de continuité d'activité).

Le Titulaire doit proposer un catalogue exhaustif, comprenant *a minima* l'ensemble des références détaillées dans les différentes annexes (options comprises) ainsi que des références complémentaires le cas échéant.

Le Titulaire devra être capable, le cas échéant, de réaliser des prestations hors BPU, dans la limite de 5% du montant maximal prévue dans l'accord-cadre.

#### **2.1.4.1 Unités d'œuvre**

Le Titulaire doit renseigner dans les bordereaux de prix, l'unité d'œuvre applicable à l'établissement d'un devis :

2.1.4.1.1 Forfait mensuel disponibilité.

### **ARTICLE 3. MODALITES D'EXECUTION**

#### **3.1 Délivrance des produits**

Pour les médicaments ne faisant pas l'objet d'une vente libre en pharmacie, les médecins prescripteurs du CDCS fourniront une attestation valant ordonnance médicale, qui énumèrera les médicaments concernés. Cette attestation vaudra demande de livraison en un point qui sera précisé au cas par cas – entrepôts du transitaire, locaux ou lieux de stockage du CDCS ou locaux de la Valise diplomatique. Le transport sur le sol français restera sous la responsabilité du Titulaire.

En complément de cette attestation d'un médecin prescripteur du CDCS, le cas échéant une attestation de réception des produits stupéfiants sera signée par le médecin destinataire et réceptionnant les produits à l'étranger (médecin du centre médico-social (CMS), centre médical international (CMI) ou médecin-conseil du poste, etc.) ; elle sera adressée au Titulaire par voie numérique pour décharge de sa responsabilité.

Le Titulaire devra détenir un agrément pharmaceutique compatible avec sa mission et disposer d'un pharmacien et/ou d'un médecin joignable et disponible 5/7j pour échanger autant que nécessaire avec les médecins du CDCS. Il devra en outre disposer d'agents logisticiens disponibles 24 h/7j pour répondre à toutes les missions et contraintes du CDCS.

#### **3.2 Délais**

En planification et dès lors que le CDCS entre en contact avec le Titulaire, le délai de réponse pour savoir si le matériel (kits ou produits de santé) pourra être acquis et/ou mis en condition est fixé à 7 jours calendaires maximum. Le délai d'exécution dépendra de la complexité et/ou spécificité de la demande, mais aussi de la disponibilité des produits et/ou matériels lors de la demande.

En cas d'urgence définie par le CDCS, une mise en préalerte pourra être nécessaire, le cas échéant en fonction de la nature de la crise, et fera l'objet d'une concertation entre le Titulaire et le pouvoir adjudicateur. Le Titulaire s'engage alors à apporter une réponse et une étude de faisabilité dans les 4 heures maximum, 24h/7j, sur sa capacité à répondre aux demandes exprimées par le CDCS.

Le Titulaire doit être en mesure de livrer les kits déjà constitués, en moins de trois heures 24h/7j.

Si le Titulaire n'est pas en mesure de répondre positivement et dans les délais, l'Administration se réserve le droit de s'adresser à un prestataire autre que le Titulaire du marché.

### **3.3 Réversibilité**

#### **3.3.1 Transfert à l'expiration de l'accord-cadre**

Au plus tard deux (2) mois avant la fin de validité du marché, le Titulaire et le CDCS se coordonnent afin d'organiser la future reprise rapide des prestations et sans désagrément pour le CDCS et le ou les nouveaux titulaires le cas échéant. Le CDCS organise les rendez-vous permettant l'élaboration et la mise en œuvre de cette réversibilité, auxquels le Titulaire est tenu d'assister.

Le CDCS communique au Titulaire ses besoins ainsi que le planning attendu. Le Titulaire remet à l'acheteur le plan de réversibilité sous quinze (15) jours calendaires.

Le plan de réversibilité doit être d'une durée maximale de deux (2) mois et prévoir l'organisation de la transition vers le ou les nouveaux titulaires. Le plan comporte à minima la liste et le détail des kits et de tout autres biens stockés par le Titulaire pour le compte du CDCS ainsi que toutes les informations nécessaires à la bonne exécution de la prestation par le ou les nouveaux titulaires. Le plan doit prendre en compte la période de transfert des biens vers le ou les nouveaux titulaires et est exécuté en collaboration entre le Titulaire, le CDCS et le ou les nouveaux titulaires.

La mise en place du plan de réversibilité ne pourra en aucun cas prolonger la durée de l'accord-cadre au-delà de sa durée de validité indiquée.

#### **3.3.2 Récupération par le titulaire actuel**

Le Titulaire devra récupérer l'ensemble des biens stockés par le précédent titulaire pour le compte du CDCS dans le cadre de l'accord-cadre précédent.

En collaboration avec l'ancien titulaire et le CDCS, le Titulaire doit établir un plan de réversibilité lui permettant de récupérer ces biens. Le Titulaire doit communiquer au CDCS le plan de réversibilité dans un délai d'un (1) mois après la signature du présent accord-cadre. Le plan comporte à minima la liste et le détail des kits et de tout autres biens stockés par l'ancien titulaire pour le compte du CDCS ainsi que toutes les informations nécessaires à la bonne exécution de la prestation par le ou les nouveaux titulaires. Le plan doit prendre en compte la période de transfert des biens vers le ou les nouveaux titulaires et est exécuté en collaboration entre le Titulaire, le CDCS et le ou les nouveaux titulaires.

## **ARTICLE 4. DEVELOPPEMENT DURABLE**

### **4.1 Impact environnemental**

Le Titulaire devra être en mesure de minimiser l'impact environnemental de ses activités liées au présent accord-cadre, dans la limite de la bonne exécution de ces prestations. Cela implique notamment :

- la gestion durable des déchets issus des matériels médicaux, produits de santé et matériels biomédicaux conformément aux normes en vigueur ;
- l'utilisation, autant que possible, de véhicules à faibles émissions de carbone et la pratique de l'éco-conduite dans le cadre des livraisons.

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, le MEAE mobilise une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Le Titulaire devra transmettre annuellement son BEGES.